ENSEIGNER L'HISTOIRE EN FAISANT RÉFLÉCHIR AU CONCEPT DE NATION

MARC-ANDRÉ ÉTHIER et **DAVID LEFRANÇOIS** sont chercheurs au sein du Groupe de recherche sur l'éducation à la citoyenneté et l'enseignement de l'histoire (GRECEH) et du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE) au Québec. Au cours des quatre dernières années, leurs recherches ont porté sur quatre grands axes thématiques : l'analyse critique des programmes québécois d'histoire et d'éducation à la citoyenneté au primaire et au secondaire ; le développement de la pensée critique en histoire ; le transfert des apprentissages dans la pratique politique et communautaire ; la délibération démocratique en classe d'histoire et ses problèmes. Plus récemment, ils ont examiné les contenus et les activités de l'un des outils didactiques offerts aux élèves, le manuel scolaire, afin de voir s'ils peuvent être vus comme présentant des conditions favorables ou défavorables à l'apprentissage de la pensée sociohistorique et critique. Ils ont présenté certains résultats de leurs recherches aux enseignants, co-animé des ateliers de formation continue des maîtres, co-présidé des séminaires réunissant des conseillers pédagogiques et co-dirigé deux livres parus récemment : *Enseigner et apprendre l'histoire : manuels, enseignants et élèves.* Québec : Presses de l'Université Laval. *Contenus et idées pour enseigner l'univers social au primaire*. Montréal : Éditions du Renouveau Pédagogique Inc. Marc-André est porte-parole de l'Association québécoise pour la didactique de l'histoire et de la géographie et directeur du Département de didactique à l'Université de Montréal. Depuis environ une décennie, les travaux de David se situent à l'intersection de la philosophie éthique et politique, et de la didactique des sciences humaines et sociales. Le Conseil supérieur de l'éducation du Québec a récemment procédé à la nomination de David au sein de la Commission de l'enseignement et de la recherche universitaires.

RÉSUMÉ

Dans plusieurs débats sur l'histoire scolaire de l'histoire, on oppose deux choses : l'enseignement de la pensée historique et du processus de production de l'histoire savante, d'une part, à son résultat et, en particulier, au récit de la nation, d'autre part. Il faut habituer les élèves à utiliser les outils de l'histoire sociale et comparative pour examiner les récits qui sont diffusés à propos de la nation à laquelle on leur demande de s'identifier ou de s'opposer. À terme, l'apprentissage de « la » méthode de l'histoire peut conduire les élèves à collecter et traiter toute l'information pertinente, afin de prendre position de façon éclairée dans un débat de nature socioéconomique ou sociopolitique (par rapport à l'assurance-emploi, à la guerre, etc.) dans lequel seuls devraient compter les arguments vérifiables.

Dans plusieurs débats sur l'histoire scolaire de l'histoire, on oppose deux choses : l'enseignement de la pensée historique et du processus de production de l'histoire savante, d'une part, à son résultat et, en particulier, au récit de la nation, d'autre part. Dans ce contexte, faut-il néanmoins enseigner, par exemple, l'histoire du

Québec (ou du Canada) dans les écoles qui se trouvent sur le territoire de l'État québécois (ou dans les écoles d'autres provinces) ?

Pour aider les élèves à décider en toute connaissance de cause s'ils veulent contribuer à transformer collectivement le monde, pour le rendre plus juste, les programmes d'histoire doivent à notre avis leur permettre d'enquêter sur les racines, la substance et les résultantes des luttes et débats sociaux, politiques et économiques qui ont marqué, marquent et marqueront la société québécoise et le monde. Pour ce faire, nous croyons que les programmes devraient accorder une place accrue à l'étude du discours nationaliste canadien et québécois à travers l'histoire.

Nous croyons en effet que la déconstruction des discours narratifs, informatifs, etc. (qu'il s'agisse de ceux des acteurs, des témoins ou des interprètes, y compris et surtout ceux des politiciens contemporains rapportés dans les médias électroniques) sur un concept comme la nation augmente la valeur pédagogique du concept en question, car elle permet aux élèves de mener une enquête qui mobilise des savoirs valides, consistants, durables et liés aux attitudes, connaissances, euristiques et habiletés pouvant être associées, entre autres, à l'histoire : problématiser, analyser, synthétiser, critiquer et débattre de façon autonome et disciplinée.

Dans un tel enseignement, les élèves apprendraient, à terme, à identifier, analyser et expliquer les facteurs sociaux de l'apparition et de la variation de la nation, les discours publics contrastés qu'elle a suscités, y compris des discours mémoriels québécois actuels (le discours mémoriel civique et territorial québécois (Bouchard), le discours mémoriel ethnique canadien-français (Courtois) ou le discours mémoriel civique et territorial canadien (Létourneau), par exemple), et les conséquences culturelles, économiques, sociales et politiques actuelles des discriminations passées sur ceux qui en souffrent et ceux qui en profitent. Plusieurs recherches montrent que les élèves, même en bas âge, ont le potentiel intellectuel pour manier des outils mentaux de cet ordre (voir le bilan de Demers et coll., 2010).

Certes, il s'agit surtout de tenir un pari audacieux, le pari que les enseignants, malgré leurs conditions de travail inappropriées, trouveront des problèmes authentiques, signifiants et adaptés à leurs élèves, ainsi que des documents pertinents et en variété suffisante, à partir desquels les adolescents pourront exercer les techniques visées et abstraire des concepts et généralisations valides.

Car, pour aider les élèves à se développer ainsi, il faut les confronter à des obstacles et leur fournir les matériaux (explications de contenu et de techniques, consignes, documents, règles de travail, rappel à l'ordre, etc.) pour surmonter ces obstacles, notamment en modélisant et en faisant pratiquer la problématisation, l'enquête et la conceptualisation.

Il faut donc, à notre avis, habituer les élèves à utiliser les outils de l'histoire sociale et comparative pour examiner les récits qui sont diffusés à propos de la nation à laquelle on leur demande de s'identifier ou de s'opposer. Voici quelques exemples de questions que devraient pouvoir se poser des élèves (qui étudieraient l'histoire du Québec, quels que soient leur origine ethnique et leur lieu de résidence) à la fin du secondaire, en comparant l'histoire du Québec (ou du Canada) à celle d'autres parties du monde :

- Comment concilier, par exemple, le rôle joué par la nation tant dans les guerres, l'impérialisme ou le fascisme que dans les mouvements de libération nationale qui ont soulevé l'Afrique, l'Asie et les Caraïbes après 1945 ?
- Comment interpréter la contribution – hors de proportion avec leur démographie – des travailleurs qui sont noirs dans les grandes luttes politiques et sociales menées aux États-Unis, de la guerre civile à aujourd'hui ? En quoi ce phénomène est-il comparable au vécu des habitants et des ouvriers canadiens-français, puis québécois, aux 19e et 20e siècle ?
- Comment et à l'avantage de qui le pouvoir d'État et l'action du système social et économique mondial perpétuaient-ils des formes d'oppression et d'exploitation héritées de modes de production qui dominaient les périodes antérieures de la société de classes ?
- Qui empochait le fruit des exactions des compagnies minières et des banques canadiennes à l'étranger ou dans les territoires spoliés aux Amérindiens, ainsi que la différence de salaires entre les travailleurs immigrés ou francophones et les autres ? Qui invoquait les salaires inférieurs ayant cours dans d'autres pays pour soutirer des concessions sala-

riales ? Qui utilisait les préjugés identitaires (chauvins ou sexistes) pour diviser et régner ? Qui avait intérêt à lutter contre toute oppression nationale et pour la solidarité et la dignité humaine ?

Cela implique de ne pas sacrifier à la mode de l'herméneutique ou de la biographie intellectuelle des hommes politiques, mais de se centrer sur l'analyse socioéconomique et sociopolitique des tenants et aboutissants des débats sur la nation, des différences dans les discours et les faits des acteurs individuels et collectifs, des témoins, des commentateurs, etc. Il n'y a pas plus de démarche scientifique applicable mécaniquement à tous les cas qu'il n'y a de vérité morale inconditionnée, de conduite transcendentalement bonne, de source en soi ou de périodisation universelle : la justesse des unes et des autres dépend de leur pertinence et de leur robustesse par rapport la question posée et au but recherché. Mais il faut d'abord que les élèves se posent réellement des questions, ce qui n'est automatique ni simple…

Pour ce faire, bien entendu, le cours d'histoire requiert une rigueur scientifique, laquelle exige à son tour de la part de l'enseignant de ne pas imposer aux élèves une vision sociopolitique, mais plutôt de les aider à s'intéresser plus profondément au monde, à transformer leurs représentations (portant sur la nation, par exemple) relevant du sens commun en concepts (le nationalisme, par exemple) raisonnés et soumis à la validation de la discipline à laquelle ils se rattachent. À terme, l'apprentissage de « la » méthode de l'histoire peut conduire les élèves à collecter et traiter toute l'information pertinente, afin de prendre position de façon éclairée dans un débat de nature socioéconomique ou sociopolitique (par rapport à l'assurance-emploi, à la guerre, etc.) dans lequel seuls devraient compter les arguments vérifiables.

RÉFÉRENCES

Bouchard, G. (2000). Construire la nation québécoise. Manifeste pour une coalition nationale. Dans M. Venne (dir.), *Penser la nation québécoise* : 49-68. Montréal : Québec Amérique.

Courtois, C. P. (2009). Pour un rééquilibrage de l'historiographie et de la représentation de la Nouvelle-France dans l'enseignement de l'histoire, *Bulletin d'histoire politique*, 18(1) : 19-36.

Demers, S., Lefrançois, D. & Éthier, M.-A. (2010). Un aperçu des écrits publiés en français et en anglais depuis 1990 à propos de recherches en didactique sur le développement de la pensée historique au primaire. Dans Cardin, J.-F., Éthier, M.-A & Meunier, A. (Dir.), *Histoire, musées et éducation à la citoyenneté : recherches récentes* : 213-245. Montréal : MultiMondes.

Létourneau, J. (2000). *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui.* Montréal, Boréal, 194 p.